
*Une introduction aux théories
critiques de la mondialisation
capitaliste*

*An introduction to the critical theories
of capitalist globalization*

CÉDRIC DURAND

Maître de conférence en économie à l'Université
Paris 13, chercheur au Centre d'économie de
l'Université Paris 13 (CEPN)

Résumé

Au tournant du ^{xxi}e siècle, la mondialisation du capital s'est accompagnée d'un renouveau de la critique théorique. Le regain des approches marxistes prend alors trois principales directions que cet article propose d'introduire. La première lit la mondialisation comme l'expression du métabolisme capitaliste sans cesse à la recherche de nouvelles opportunités de profit pour contrecarrer ses tendances à la crise. La seconde analyse la mondialisation comme la maturation d'un projet politique de long terme porté par les États-Unis. Quant à la dernière, elle insiste sur la restructuration des relations de production qui accompagne l'intensification des flux commerciaux et financiers.

Abstract

At the turn of the twenty-first century, the globalization of capital was followed by a reformulation of the theoretical critique of capitalism. Three main paths may be distinguished in

the revival of Marxist approaches, which this article introduces. The first one construes globalization as the expression of the capitalist metabolism, constantly seeking new profit opportunities to counteract its tendencies to generate crises. The second one analyzes globalization as the maturation of a long-term political project carried out by the United States. The last one insists on the restructuring of social relations within the process of production that goes with the intensification of commercial and financial flows.

Introduction

Au tournant du ^{xxi}e siècle, la mondialisation du capital s'est accompagnée d'un renouveau de la critique sur le terrain des luttes – avec notamment l'essor du mouvement altermondialiste – ainsi que dans le champ de la théorie. Le regain des approches marxistes prend alors trois principales directions que cet article propose d'introduire. La première lit la mondialisation comme l'expression du métabolisme capitaliste sans cesse à la recherche de nouvelles opportunités de profit pour contrecarrer ses tendances à la crise. La seconde analyse la mondialisation comme la maturation d'un projet politique de long terme porté par les États-Unis. Quant à la dernière, elle insiste sur la restructuration des relations de production qui accompagne l'intensification des flux commerciaux et financiers.

Contrecarrer la suraccumulation du capital

Les théories critiques contemporaines de la mondialisation capitaliste trouvent leur origine dans l'intuition de Karl Marx qui, dès le milieu ^{xix}e siècle, avait saisi le devenir global du capital, ce rapport social singulier auquel il

va consacrer une vie de science et de combat. Alors même qu'à son époque seule une faible part de la population est impliquée directement dans les échanges économiques internationaux, que les systèmes de transport et de communication globaux sont encore balbutiants, Marx anticipe la mondialisation contemporaine lorsqu'il écrit que « *la tendance à créer le marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital* » (Marx, 1980 [1939] : p. 347). À cela, deux raisons complémentaires : d'une part, dans un système régulé par les profits, la recherche de ressources bon marché et de nouveaux débouchés est une incitation puissante à l'expansion au-delà des frontières nationales ; d'autre part, les formes économiques archaïques ne peuvent résister durablement face à l'impératif concurrentiel d'amélioration continue des techniques productives en vue de produire à moindre coût. La bourgeoisie capitaliste est ainsi une classe révolutionnaire qui met en branle le monde entier : « *Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine. (...) Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeois. En un mot, elle se façonne un monde à son image.* » (Marx, 2015 [1867] : p. 9).

Le devenir global du capitalisme renvoie à ce que David Harvey appelle le « processus moléculaire de l'accumulation du capital ». Il entend par là les mouvements des produits, des capitaux, des technologies et des travailleurs qui affluent et refluent des territoires ainsi que les variations des prix des biens et services et des actifs financiers qui les accompagnent. David Harvey, en tant que géographe, est particulièrement attentif à la dimension spatiale de la dynamique capitaliste, ce qui l'amène à développer deux concepts extrêmement riches pour en rendre compte dans son ouvrage *Le Nouvel*

Impérialisme (2005). Le premier est celui d'aménagement spatial (*spatial fix*). Harvey joue ici sur l'ambivalence du terme *fix* qui, en anglais, signifie solution / réparation / résolution, mais renvoie également à l'idée de dose nécessaire au drogué et à celle de matérialité pour expliquer la propension du capital à se projeter et à s'ancrer dans de nouveaux territoires. Il s'agit pour lui de montrer que les tendances à la crise – et en premier lieu la tendance à la suraccumulation de profits ne trouvant pas d'opportunités d'investissement suffisamment rentables – peuvent être contrecarrées par l'ouverture de nouveaux espaces. Cette expansion géographique représente des débouchés pour les marchandises d'exportations, des possibilités d'investissements ou encore des intrants à moindre coût, soit autant d'opportunités de profits. Harvey considère également l'aménagement temporel (*temporal fix*) qui, grâce à des innovations financières, offre de repousser les contradictions dans le temps.

Le second concept développé par Harvey est celui d'accumulation par dépossession. La préoccupation centrale est toujours celle des opportunités de profits, mais cette fois l'accent est mis sur les mécanismes proprement politiques qui font baisser les coûts d'opérations du capital viennent étendre le champ de l'accumulation à des actifs jusqu'alors inaccessibles : la privatisation des entreprises publiques dans les pays ex-socialistes, l'accaparement des terres chassant les paysans dans les pays du sud, la suppression de postes de fonctionnaires, l'ouverture à la concurrence de professions réglementées, la fragilisation des systèmes de retraite par répartition, la diminution de l'impôt sur les sociétés, la fin des restrictions sur les investissements directs étrangers ou encore les plans de sauvetage des banques après la crise de 2008 sont autant d'exemple d'opérations proprement politiques qui viennent soutenir l'accumulation du capital au

prix d'une dépossession directe ou indirecte de la population en général ou d'un secteur social précis. La mondialisation de la fin du ^{xx}^e siècle se confond ainsi avec le triomphe du néolibéralisme sur les systèmes socialistes, les États développeurs et les modèles sociaux-démocrates : les privatisations, la libéralisation interne et externe et la stabilité financière sont l'alpha et l'oméga de cet agenda politique qui se met au service de l'accumulation du capital en intégrant à ses circuits des masses gigantesques d'actifs de toutes sortes et des centaines de millions de travailleurs.

Un empire informel

Le métabolisme économique est adossé à un second pilier politique de la mondialisation connu sous le nom d'impérialisme. Selon l'argument développé initialement par le journaliste et essayiste John Hobson en 1902, puis par les dirigeants socialistes Lénine et Kautsky (Callinicos, 2009), les États participent activement à l'internationalisation du capital. Cet impérialisme peut pencher du côté de la confrontation, comme ce fut le cas au début du ^{xx}^e siècle lorsque l'appui gouvernemental aux intérêts des capitaux nationaux prépara l'affrontement militaire généralisé de 1914. Il peut aussi, comme c'est le cas depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, prendre la forme d'un jeu à somme positive où la collaboration asymétrique entre grandes puissances prend le pas sur l'affrontement direct, cantonnant les guerres à des zones périphériques.

C'est cette phase qui intéresse le politiste canadien Léo Panitch et son co-auteur, le syndicaliste et économiste Sam Gindin. Leur ouvrage majeur, *The Making of Global Capitalism : The Political Economy of American Empire* (2012), avance que la mondialisation est un phénomène éminemment politique,

qui ne peut en aucun cas être réduit à l'expression d'une quelconque loi historique, comme en témoigne la période de repli national dans le sillage de la Première guerre mondiale et de la crise de 1929. La mondialisation est donc un projet, celui d'un nouvel ordre international porté par les États-Unis dès l'après-guerre et dont la maturation se fit par ajustements successifs au fil des opportunités et obstacles rencontrés. Cet empire informel se distingue des empires antérieurs par le fait qu'il ne cherche pas à établir un contrôle territorial formalisé juridiquement ; l'objectif est plutôt de coopter les classes dominantes à travers le monde en vue de faire advenir un ordre capitaliste global auquel les différents États contribuent tout en conservant des marges d'autonomie.

À la différence des sociétés pré-capitalistes, les sociétés contemporaines se distinguent par une différenciation marquée entre le champ de l'économie et celui de l'État. Les États tirent leur puissance des succès de l'accumulation sur leur territoire, mais ils se distancient des intérêts immédiats des capitaux individuels pour mieux prendre en charge des fonctions essentielles au développement capitaliste d'ensemble telles que la construction des infrastructures administratives, juridiques et physiques indispensables au fonctionnement des marchés ou encore les interventions macroéconomiques visant à contenir les crises. Comme l'avait perçu Nicos Poulantzas dès les années 1970, ces dispositifs évoluent via « *des transformations intériorisées de l'État national en vue de prendre en charge l'internationalisation des fonctions publiques à l'égard du capital* » (1976 : p. 89). Ainsi, l'empire informel consiste en la création des conditions d'extension et de reproduction du capital à l'échelle internationale. Dosant selon les circonstances travail de conviction et coercition, les gouvernements des États-Unis incitent les autres pays à s'internationaliser, c'est-à-dire à s'impliquer pour permettre l'avènement

d'un ordre global dont l'horizon est le traitement égal des capitaux quels qu'ils soient, sans distinction de nationalité.

Après que le président Nixon a mis fin à la convertibilité du dollar en 1973, la participation des États capitalistes individuels à la gestion collective de l'économie mondiale s'est intensifiée. Mettant un terme à une phase de fragilisation de la position des États-Unis, la fin des années 1970 marque le renforcement de leur hégémonie. Elle est caractérisée d'une part par la réaffirmation de la centralité du dollar et le retour en force de la finance suite à la hausse brutale des taux d'intérêts décidés par la FED en 1979 ; d'autre part par la densification du réseau d'institutions internationales chargées d'assurer la gestion du capitalisme global (Duménil et Lévy, 2014). Si cette institutionnalisation internationale accrue semble avoir été la conséquence de l'insistance des autorités françaises à obtenir une formalisation des règles (Abdelal, 2009), il ne fait aucun doute que l'influence des États-Unis au sein du FMI, de la Banque mondiale, du G7, du G20, de la banque des règlements internationaux ou de l'OMC fut et reste prépondérante, ne serait-ce qu'en raison de la place du dollar dans le système monétaire international. La gestion des crises financières qui se sont multipliées depuis, l'intégration de la Chine dans les circuits du capitalisme globalisé ou encore l'absence de réaction nationaliste immédiate au lendemain de la grande crise de 2008 sont autant de manifestations de la vitalité de cet empire informel dans lequel les États-Unis continuent à jouer un rôle de leader.

Le nœud financiarisation-mondialisation

Logique économique moléculaire et logique de puissance politique s'entrelacent, engendrant une restructuration

des relations de production. Comme l'explique François Chesnais dans son ouvrage *La mondialisation du capital* (1997), internationalisation du capital productif et mondialisation financière vont de pair. La libre circulation des capitaux permet l'intensification des flux d'investissement directs étrangers et surtout l'interconnexion des marchés financiers, imposant ainsi leur discipline aux gouvernements, aux entreprises et aux travailleurs tout en offrant aux firmes multinationales une panoplie de services financiers pour accompagner l'internationalisation de leurs opérations.

Avec l'essor des technologies de l'information et de la communication, mais également du fait de la réduction drastique des coûts de transport, le poids du commerce international dans le PIB mondial progresse rapidement et change de qualité. Alors qu'il concernait principalement les échanges de matières premières, de produits agricoles et de produits industriels finis, il comprend désormais de plus en plus de produits intermédiaires qui doivent se combiner à d'autres avant d'être vendus aux utilisateurs finaux sous forme de produits finis, ceux-ci – voitures, ordinateurs, machines-outils, produits alimentaires, logiciels, services – étant pour certains le fruit de la combinaison d'activités réalisées dans plusieurs pays, fréquemment des dizaines. Cette fragmentation des processus productifs le long de chaînes globales (Bair, 2009) va de pair avec une distribution inégale de la valeur, au bénéfice des firmes leaders qui prennent en charge les fonctions de conception, d'intégration et de marketing.

L'essor des chaînes de valeur globales nourrit ainsi une dissociation entre, d'un côté, le contrôle centralisé sur la mise en œuvre des activités productives à travers la propriété intellectuelle, la définition des standards et la maîtrise des dispositifs électroniques assurant l'intégration depuis les fournisseurs les plus éloignés jusqu'aux consommateurs finaux ; et de l'autre un éclatement de la propriété des actifs tangibles

(les bâtiments et les machines) et des collectifs de travail. Dans un contexte de surabondance de la main-d'œuvre à l'échelle globale, et de capacités de production excédentaires dans les industries clés (Brenner, 2004 ; Crotty, 2003), cette configuration se caractérise par une fragilisation du monde du travail (Peoples et Sugden, 2000) et une stratification verticale entre capitaux inégalement rentables (Starosta, 2010). Pour les populations du Sud dans leur ensemble, la paupérisation associée à l'urbanisation n'a pas été enrayerée à l'exception notable de la Chine, dont la trajectoire singulière est tout autant affaire de taille que d'histoire politique. Dans les pays du Nord, les profits abondent sans trouver à s'investir, ce qui nourrit les tendances à la stagnation, le sous-emploi et la fuite en avant dans le capital fictif (Durand, 2014).

Conclusion

La mondialisation capitaliste des dernières décennies a élargi l'espace des opportunités de profits et offert une victoire politique globale à la finance, c'est-à-dire aux institutions qui permettent rentiers de jouir de la propriété du capital sans être directement exposés aux risques de la production. En dépit de ces développements favorables du point de vue du capital, la perte de dynamisme systémique enclenchée à la fin des années 1960 n'a pas été enrayerée. Les tendances à la stagnation se sont même renforcées au cours des dernières années, aiguissant le conflit de répartition dans les pays du Nord et douchant les espoirs de prospérité au Sud. Dans un tel contexte, l'économie politique critique porte un regard ambivalent sur la mondialisation capitaliste. Celle-ci a marqué un indéniable progrès dans le sens d'une plus grande socialisation de la production, qui accroît les possibilités technologiques et sociales d'une coopération à l'échelle mondiale.

Mais ses fragilités internes, dont témoigne le recul relatif des flux de commerce et de capitaux depuis le début de la décennie 2010 et, surtout, les contradictions sociales, économiques et écologiques qui s'aiguisent au sein même des pays, indiquent que nous arrivons à une fin de cycle, un moment d'indétermination où le jeu national et international des alliances et des conflits entre classes et fractions de classes est ouvert sur des destinées collectives opposées.

Bibliographie

- ABDELAL R. (2009), *Capital rules: the construction of global finance*, Cambridge, Harvard University Press.
- BAIR J. (2009), *Frontiers of commodity chain research*, Stanford, Stanford University Press.
- BRENNER R. (2004), *The economics of global turbulence*, Londres, Verso.
- CALLINICOS A. (2009), *Imperialism and Global Political Economy*, Cambridge, Polity.
- CHESNAIS F. (1997), *La mondialisation du capital*, Paris, Syros.
- CROTTY J. (2003), « The Neoliberal Paradox: The Impact of Destructive Product Market Competition and Impatient Finance on Nonfinancial Corporations in the Neoliberal Era », *Review of Radical Political Economics*, 35(3), p. 271-279.
- DUMÉNIL G. et LÉVY D. (2014), *La grande bifurcation: en finir avec le néolibéralisme*, Paris, La Découverte.
- DURAND C. (2014), *Le capital fictif: comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Prairies ordinaires.
- GINDIN S. et PANITCH L. (2012), *The making of global capitalism: the political economy of American empire*, London / New York, Verso.
- HARVEY D. (2010 [2005]), *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires.

- MARX K. (2015 [1867]), *Manifeste du Parti Communiste*, s.l., Bibebook.
- MARX K. (1980 [1939]), *Manuscrit de 1857-1858 (Grundrisse)*, Paris, Éditions sociales.
- PEOPLES J. et SUGDEN R. (2000), « 8 Divide and rule by transnational corporations », *The nature of the transnational firm*, p. 174.
- POULANTZAS N. (1976), *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Éditions du Seuil.
- STAROSTA G. (2010), « Global Commodity Chains and the Marxian Law of Value », *Antipode*, 42(2), p. 433-465.